

## APRÈS L'ENLÈVEMENT DES DEUX AUTRICHIENS

# Une autorisation spéciale pour les circuits dans le Sud tunisien

L'affaire des otages autrichiens n'a pas été sans conséquences sur les départs vers le Grand Sud tunisien. Désormais, ces circuits seront soumis à une autorisation délivrée par l'administration en charge du tourisme, en renforcement des mesures déjà en place, notamment en termes de moyens de communications adéquats.

Ilhem B. Tir - (Le Soir) - L'enlèvement dans le Sahara tunisien des deux touristes autrichiens risque de gêner le tourisme en Tunisie, secteur vital par excellence dans ce pays. Bien que le gouvernement tunisien se montre rassurant, il se trouve que certaines craintes surgissent notamment après «quelques annulations». Classée parmi les premières destinations, la Tunisie a tablé sur le tourisme saharien pour diversifier une offre axée sur le balnéaire et promouvoir le secteur qui représente 6,5% du PIB et 380 000 emplois. Aujourd'hui, la Tunisie est la première destination dans le domaine de la thalassothérapie dans le monde après la France. Cependant «Tout dépendra du dénouement de l'affaire. Si les otages sont libérés avec paiement d'une rançon, les incidences sur le tourisme seront insignifiantes», avait affirmé à

l'AFP le président de la Fédération des agences de voyages, Tahar Sayhi, avant d'ajouter : «Dans le cas inverse, on peut craindre des répercussions négatives sur le marché autrichien et allemand».

Ainsi, la Tunisie vient de durcir les mesures de sécurité en vigueur. Les circuits dans le Sud seront réglementés et le laissez-passer exigera la réunion des conditions dont le recours à un guide professionnel, à des moyens de communication adéquats et à un parc roulant fiable.

Il faudrait une autorisation délivrée par l'administration pour organiser les circuits dans le désert considéré comme zone militaire depuis déjà quelques années.

Selon un responsable d'une agence de voyages tunisienne, «il faudrait dorénavant introduire une demande d'autorisation accompagnée d'une déclaration



Les deux otages autrichiens.

Photo : DR

sur l'honneur, de la filiation des touristes, du programme détaillé du circuit avec les étapes et les sites d'hébergement, ainsi que du détail sur les moyens radio et

du parc roulant utilisés». Par ailleurs, il est à préciser que sur les 6,7 millions de touristes enregistrés en 2007, les Autrichiens ont été près de 90 000 à se rendre

en vacances en Tunisie, le nombre de visiteurs allemands se situant à 514 000, pour un million de Français.

I. T.

## NOUVELLE STRATÉGIE DE PROMOTION DE L'EMPLOI ET DE LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE

# Du «replâtrage» au lieu d'une véritable politique d'aide aux PME

Les économistes semblent s'être mis d'accord pour qualifier de solution de «replâtrage» la nouvelle stratégie gouvernementale de promotion de l'emploi et de lutte contre le chômage rendue publique mardi par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Tayeb Louh.

Lotfi Merad - Alger (Le Soir) - Plus explicite, un expert en économie estime qu'il s'agit tout simplement «d'emplois aidés et financés sur les dépenses publiques» dans la mesure où «l'Etat va mettre de l'argent pour aider à l'insertion de différentes catégories de chômeurs».

### Quid de la pérennité des postes d'emploi ?

Mais au delà de ce «traitement social» à un problème plutôt d'ordre économique, les emplois créés seront-ils préservés à long terme ? De l'avis de notre interlocuteur, le dispositif tel qu'il est conçu «ne garantit pas cette pérennité». Pourquoi ? Selon qu'il y ait croissance économique significative, au moins supérieure à 8% ou pas, l'emploi ainsi créé est menacé de disparaître et le travailleur tout simple-

ment licencié. «L'Etat va accompagner à la fois l'employé et l'employeur par le biais de subventions et autres mesures fiscales incitatives pendant une durée déterminée et au terme de celle-ci, s'il y a une croissance économique significative susceptible d'entraîner dans son sillage l'essor de l'entreprise et une réelle dynamique économique, il est certain que les emplois créés seront préservés. Cependant, vu le faible taux de croissance de l'économie algérienne qui se stabilise en-dessous de 6%, on reviendra à la situation de départ», explique notre interlocuteur. Un niveau de croissance qui «n'incite pas les entreprises à recruter», poursuit cet expert. On comprendra donc que la réussite de toute politique de lutte contre le chômage et par

conséquent la préservation des emplois est proportionnelle à la croissance économique. Et «cette croissance économique reste tributaire de la volonté de l'Etat à aider efficacement les entreprises», note encore ce même expert par le biais de véritables mesures telles que la réduction des impôts et des charges sociales, la facilitation dans les procédures d'accès aux crédits bancaires, la détention des taux d'intérêt et la mise sur le marché de main-d'œuvre qualifiée et assurer une meilleure flexibilité du travail. Par flexibilité du travail, il entend la possibilité pour un travailleur de trouver un emploi après son licenciement pour quelque raison que ce soit dans des délais relativement corrects.

### La solution est dans la promotion des PME

Tout compte fait, cette nouvelle stratégie de lutte contre le chômage, fondée sur l'argent de l'Etat, est d'autant plus incertaine qu'«une éventuelle baisse

des cours du pétrole dont dépend quasi exclusivement l'économie algérienne risque de freiner net cette stratégie». Un scepticisme que partage Abdelhak Lamiri, expert économiste et docteur en sciences de gestion de l'Université de Californie. «Avec une moyenne de 23 000 PME créées chaque année en Algérie, on est bien loin de la moyenne mondiale qui est de 70 000», soutient-il d'emblée. Un déficit qui l'amènera à dire que la résorption du chômage réside dans la mise en place d'une politique visant à développer la structure des PME qui permet d'absorber les chômeurs et les nouveaux arrivants dans le marché du travail. Les avantages fiscaux, même s'ils sont encourageants pour les PME ne peuvent, à elles seules, donner les résultats visés par cette nouvelle stratégie, à savoir la création de 450 000 emplois permanents chaque année. Plus grave, ladite stratégie

risque de chambouler le marché du travail. Du point de vue de Abdelhak Lamiri «les entreprises vont embaucher des jeunes chômeurs diplômés pour bénéficier des avantages fiscaux et licencier des travailleurs à faible rendement». Une croissance économique stabilisée à moins de 5%, et un tissu de PME-PMI de plus en plus réduit au regard de la forte demande en postes

d'emplois nouveaux, deux paramètres qui concourent à maintenir le taux de chômage à des niveaux élevés.

L. M.

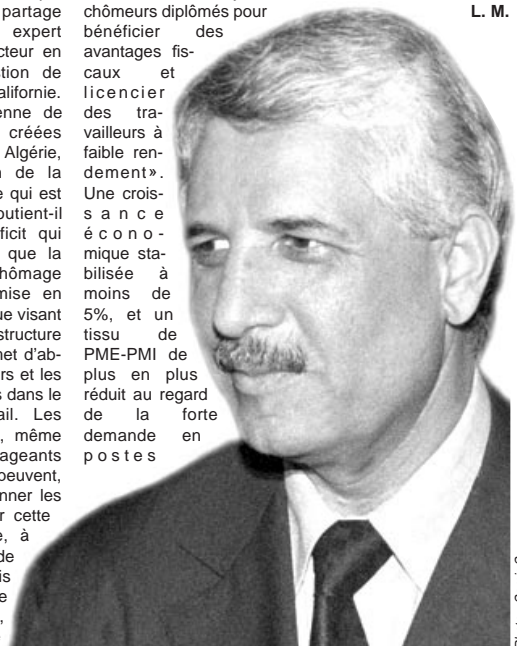


Photo : Samir S.